

Indemnités des élus. C'est la crise !

Conseil Municipal du 22 juillet : Eric Bizard réagit



Indemnités des élus. C'est la crise !

Une augmentation des indemnités de plus de 10 %

"Nous avons voté contre les indemnités des élus locaux, lors de la séance du conseil municipal du 22 juillet 2020.

En effet, le maire a proposé une augmentation de ses indemnités de plus de 10% invoquant que la démographie croissante de la collectivité et le développement économique le justifiaient. Il a aussi avancé l'argument de la volonté de l'État de revaloriser les indemnités des élus locaux lors de la loi de décembre 2019. À cela, il faut ajouter une hausse annoncée de plus de 60 % de ses indemnités de président de la Communauté de Communes de la Gascogne Toulousaine (CCGT), hausse ramenée le lendemain sous la pression de certains élus à plus de 40 %. Un bel effort ! Au final, une progression de ses indemnités de maire et de Président de la CCGT de l'ordre de 25 % soit désormais 3800 € par mois. Et vous ?

Dans le contexte actuel où des centaines de milliers de français vont perdre leur travail ou se retrouver au chômage partiel, où l'on a réduit de 10 % les subventions aux associations, cette proposition nous semble à l'opposé des notions de solidarité, de gestion rigoureuse des budgets locaux et du respect du contribuable lillois.

Pour plus de transparence, nous demandons :

- Une déclaration de patrimoine de tous les élus, en début de mandat, et une nouvelle déclaration à la fin du mandat. A minima, une déclaration au fil de l'eau de toute participation directe ou indirecte dans une opération immobilière sur la commune ou l'intercommunalité. À l'heure actuelle, le maire a refusé cette proposition.
- Une nouvelle délibération au prochain conseil proposant des indemnités du maire au même niveau que le dernier mandat."

Communiqué d'Éric Bizard



safe_image.png



115505291_289042342533521_5788622204107842220_o.jpg